

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-37 du 27 octobre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis accueilleront un sommet du Partenariat des Amériques (APEP) le 3 novembre
2. Premières réunions des groupes de travail économique et financier entre Washington et Pékin
3. Les négociations du Cadre économique indopacifique se poursuivent en Malaisie
4. Washington redéfinit sa position dans les négociations sur le commerce numérique à l'OMC

Climat – énergie – environnement

5. Les enjeux climatiques au cœur de la visite du gouverneur de Californie en Chine
6. L'alliance australo-américaine renforce sa coopération climatique, énergétique et minérale
7. Les États-Unis et l'Union européenne réaffirment leur collaboration face aux crises environnementales
8. L'EPA élimine les seuils d'exemption pour les PFAS à l'inventaire des rejets toxiques
9. L'administration Biden annonce 3,5 Md\$ pour le renforcement des réseaux électriques

Transport et infrastructure

10. Les autorités de Californie suspendent le permis de circulation des véhicules sans conducteur de Cruise

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA évalue l'impact des marchés volontaires du carbone existants pour les agriculteurs
12. L'USDA va financer des programmes de soutien aux exportations et à l'aide alimentaire internationale

Numérique et innovation

13. Plus de 30 États portent plainte contre Meta pour atteinte à la santé mentale des enfants
14. L'administration Biden prévoit d'adopter un décret exécutif sur l'IA le 30 octobre
15. Une étude de Stanford, de Princeton et du MIT souligne les lacunes des principaux modèles d'IA générative en matière de transparence

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis accueilleront un sommet du Partenariat des Amériques (APEP) le 3 novembre

Le 20 octobre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la tenue le 3 novembre prochain à Washington du premier sommet des leaders du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP), une initiative lancée par les États-Unis en juin 2022 avec onze pays des continents américain et sud-américain. Selon la presse, les chefs d'État et de gouvernement de la région [pourraient](#) établir trois volets de négociation distincts sur la finance, le commerce, et les affaires étrangères lors de ce sommet.

L'annonce de ce sommet intervient alors que l'administration Biden [aurait organisé](#) cet été deux briefings à destination des membres du Congrès américain sur ce dossier, en juin et en juillet, au cours desquels l'administration aurait indiqué qu'elle ne visait pas la conclusion avec les pays de la région d'accords contenant des engagements contraignants. La Banque interaméricaine de développement (IDB) a également [annoncé](#) qu'elle accueillerait le 2 novembre, en marge de ce sommet, un Forum sur l'investissement responsable réunissant des chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des représentants des institutions de développement et du secteur bancaire, en partenariat avec le gouvernement américain.

Dans ce contexte, la Secrétaire au Commerce G. Raimondo a [participé](#) le 25 octobre à un événement organisé par la US Chamber of Commerce consacré à l'Amérique latine et aux « priorités des secteurs public et privé pour l'intégration économique » de cette région, au cours duquel elle a notamment mis en avant la « fantastique opportunité » pour les pays de la région de bénéficier de la réallocation de certaines chaînes d'approvisionnement hors de Chine et d'autres pays d'Asie.

2. Premières réunions des groupes de travail économique et financier entre Washington et Pékin

Les États-Unis et la Chine ont tenu les 23 et 25 octobre leurs premières sessions de travail conjointes dans les domaines économique et financier, dans le cadre des deux groupes de travail mis en place après la visite de la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen à Pékin [voir [Brèves sectorielles du 29 septembre 2023](#)]. Le Département américain du Trésor a ainsi [évoqué](#) avec le ministère des Finances chinois les enjeux macroéconomiques globaux au sein du groupe consacré à l'économie (« Economic Working Group ») et [discuté](#) avec la banque centrale chinoise des problématiques relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le cadre du second groupe dédié aux sujets financiers (« Financial Working Group »).

En parallèle, le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a [effectué](#) une visite de sept jours en Chine dédiée au traitement des enjeux

climatiques, au développement de l'économie et du tourisme ainsi qu'aux échanges culturels entre les deux pays (cf. article dédié).

Le directeur général de l'entreprise américaine Apple, Tim Cook, a également effectué un déplacement en Chine, le second depuis de l'année, lors duquel il s'est notamment [entretenu](#) avec le ministre chinois du commerce Wang Wentao, alors que Pékin aurait récemment étendu les restrictions d'usage de l'iPhone pour certains employés du secteur public chinois.

Ces échanges interviennent alors que la Commission spéciale sur la Chine de la Chambre des représentants, présidée par le représentant Mike Gallagher (R-Wisconsin), a [indiqué](#) le 18 octobre qu'elle lançait une enquête concernant les participations au sein d'entreprises chinoises du fonds d'investissement américain Sequoia, qui a récemment annoncé sa scission au début de l'année 2024 en deux entités distinctes (Sequoia Capital et HongShan, en Chine). L'enquête de la commission porte plus spécifiquement sur les participations dans les secteurs des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle et du quantique, qui sont également ceux visés par le mécanisme de contrôle des investissements sortants [annoncé](#) par l'administration Biden au début du mois d'août.

3. Les négociations du Cadre économique indopacifique se poursuivent en Malaisie

Le 25 octobre, le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) et le Département du Commerce ont [publié](#) un communiqué conjoint sur le sixième cycle de négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF), qui s'est tenu à Kuala Lumpur, en Malaisie, du 15 au 24 octobre. Alors que se profile le Sommet de l'APEC à San Francisco du 11 au 17 novembre, perçu comme une fenêtre d'opportunité politique pour la conclusion des négociations de l'IPEF, le communiqué a indiqué que les partenaires de l'IPEF avaient « continué de faire des progrès sur les négociations afin d'obtenir des résultats ambitieux pour les Piliers I (commerce), III (économie propre) et IV (économie juste) » de l'accord. Les négociateurs ont également discuté des « prochaines étapes pour l'accord proposé sur le Pilier II (chaînes d'approvisionnement) », suivant la conclusion de ce volet des négociations de l'IPEF en mai dernier [voir [Brèves sectorielles du 2 juin 2023](#)]. Dans le cadre de la visite officielle du Premier Ministre australien A. Albanese à Washington le 25 octobre, les États-Unis et l'Australie ont également [réaffirmé](#) leur engagement à atteindre des « résultats forts » sur l'IPEF.

Dans ce contexte, le 24 octobre, un groupe bipartisan de sénateurs a [adressé](#) une lettre à la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai, à la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, à la Secrétaire au Trésor J. Yellen et à la Secrétaire de l'Énergie J. Granholm, notant que l'Indonésie pouvait « devenir un partenaire dans une relation économique approfondie à travers l'IPEF ». Toutefois, les sénateurs ont surtout exprimé par ce courrier leur inquiétude quant à la potentielle négociation d'un accord sur les minéraux critiques avec l'Indonésie, qui rendrait les minéraux originaires de ce pays éligibles au crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'Inflation

Reduction Act (IRA), bien que de telles négociations n'aient pas été officiellement annoncées par l'administration à ce stade. Les sénateurs estiment que, si l'Indonésie présente des ressources minérales importantes, un ensemble de facteurs rendait l'intensification de l'exploitation de ces ressources peu souhaitable. La lettre mentionne notamment le faible niveau de protection des droits des travailleurs dans le pays, la maîtrise du secteur minier et du raffinage indonésien par des entreprises chinoises et l'impact des activités associées aux minéraux sur l'environnement. Les sénateurs soulignent en outre que « vu les ressources extraordinaires des contribuables en jeu, [...] l'éligibilité au crédit [...] doit prioriser les producteurs domestiques et les accords de libre-échange existants. Si une extension était jugée nécessaire, elle devrait être orientée vers des pays avec des standards élevés en matière de travail, de droits de l'homme et d'environnement. ».

4. Washington redéfinit sa position dans les négociations sur le commerce numérique à l'OMC

Lors d'une réunion consacrée aux négociations de l'Initiative plurilatérale sur le commerce numérique à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 25 octobre à Genève, les États-Unis ont [annoncé](#) qu'ils retireraient leur soutien aux propositions, initialement déposées en 2019 sous administration Trump, en faveur de la libre circulation transfrontalière des données et contre les exigences nationales en matière de localisation des données et d'examen du code source des logiciels.

Cette décision a été vivement critiquée par des membres du Congrès et des représentants du secteur privé. Le sénateur R. Wyden (D-Oregon), qui préside la Commission des finances du Sénat, l'a [qualifiée](#) de « victoire pour la Chine » et de « feu vert donné aux efforts [de cette dernière], de la Russie et d'autres qui veulent exploiter les données pour en tirer des avantages économiques et sécuritaires, censurer les citoyens dans leur pays et à l'étranger et violer les droits de l'homme ». Les représentants D. LaHood (R-Illinois) et S. Delbene (D-Washington), co-présidents du Caucus sur le commerce numérique de la Chambre, ont [déploré](#) une décision « contraire aux intérêts américains » et prise sans consulter le Congrès. La US Chamber, qui représente notamment les intérêts de plusieurs grandes entreprises de la tech, a aussi [regretté](#) le retrait de ces propositions à l'OMC, qui devaient « empêcher les pays partout dans le monde d'utiliser des réglementations pour empêcher l'accès des entreprises américaines et de leurs travailleurs à leurs marchés ».

Toutefois, la décision américaine a été bien accueillie par d'autres membres du Congrès, en particulier la sénatrice E. Warren (D-Massachusetts), qui s'était fréquemment exprimée ces derniers mois en faveur d'une approche plus protectrice des données personnelles et contre l'influence qui serait exercée par les « géants » du numérique dans les négociations commerciales des États-Unis [voir [Brèves sectorielles du 12 mai 2023](#)]. E. Warren a ainsi [affirmé](#) que les États-Unis devaient « clarifier que les règles du commerce numérique favorisant les monopoles des Big Tech étaient inacceptables dans

tout accord commercial, y compris l'IPEF ». Une représentante de l'organisation non-gouvernementale Public Citizen a également [qualifié](#) la décision de « changement bienvenu pour tous ceux d'entre nous qui veulent que les Big Tech rendent des comptes ».

Brèves

- Le 23 octobre, les États-Unis ont formellement [demandé](#) au gouvernement mexicain de vérifier que les droits des travailleurs d'une usine de composants automobiles d'une filiale de l'entreprise chinoise Asiaway, située à Luis Potosi, au Mexique, étaient bien respectés. Il s'agit du quinzième cas d'activation par Washington du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), permettant d'assurer la bonne mise en œuvre, dans des usines spécifiques, des engagements souscrits par les parties à l'accord en termes de droits des travailleurs.
- Le 23 octobre, le Département américain du Trésor a [annoncé](#) que le Secrétaire adjoint au Trésor, Wally Adeyemo, se rendrait à Londres, Bruxelles puis Berlin dans le cadre d'une visite prévue du 27 octobre au 1^{er} novembre. Les discussions devraient notamment porter sur les mesures à mettre en œuvre pour empêcher le Hamas de lever des fonds, entraver les capacités de la Russie à financer son effort de guerre en Ukraine et accroître le soutien économique et militaire apporté à Kiev.
- Le 25 octobre, le Département américain du Trésor a [renouvelé](#) une licence autorisant la réalisation de transactions financières en lien avec le secteur de l'énergie pour 9 institutions financières et leurs filiales, ainsi que pour la banque centrale russe.

Climat – énergie – environnement

5. Les enjeux climatiques au cœur de la visite du Gouverneur de Californie en Chine

Le Gouverneur Gavin Newsom a dédié son déplacement en Chine au sujet climatique, au cœur de sa rencontre avec le Président Xi, le 25 octobre. G. Newsom a également rencontré le ministre des Affaires étrangères Wang Yi et le Vice-Président Han Zheng, et a signé un [Memorandum of Understanding](#) (MoU) sur le climat (efforts pour la neutralité carbone et accélération de la transition vers une énergie propre) avec le Président de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC). Lors de sa visite à Shenzhen, il a pu échanger avec le groupe BYD, devenu récemment le premier producteur mondial de véhicules électriques devant Tesla. Outre l'action climatique, les échanges ont porté sur le développement économique (le commerce bilatéral entre la Californie et la Chine s'élève à 166 Md\$), les échanges culturels, les droits de l'homme et la démocratie. G. Newsom est intervenu à la Hong Kong University

pour promouvoir son action climatique en Californie. C'est le premier déplacement d'un Gouverneur américain en Chine depuis plus de quatre ans. Pour mémoire, Xi est attendu au sommet de l'APEC mi-novembre à San Francisco.

6. L'alliance australo-américaine renforce sa coopération climatique, énergétique et minérale

Le 25 octobre, le Président Biden a [accueilli](#) le premier ministre australien, M. Albanese, pour une visite d'État. Cette visite a été l'occasion d'acter plusieurs développements dans le renforcement du partenariat bilatéral autour des énergies propres. Une feuille de route avait été adoptée le 17 octobre à cet égard entre les deux ministres en charge de l'énergie. Celle-ci prévoit notamment la création d'un conseil industriel australo-américain de l'énergie propre, composé de chefs d'entreprise et de responsables publiques, afin de conseiller leurs gouvernements sur le développement et la coopération industriels dans le domaine des énergies propres.

Concernant la lutte contre le changement climatique, le communiqué conjoint déclare :

- Le Président Biden et le premier ministre Albanese ont souligné qu'il était impératif de s'attaquer aux polluants autres que le CO₂. Ensemble, les États-Unis et l'Australie indiquent à cet égard qu'ils continueront à prendre des mesures fortes au niveau national pour atténuer les émissions de méthane et à soutenir les travaux du Fonds multilatéral du protocole de Montréal visant à la réduction de la consommation de HFC.
- Les États-Unis et l'Australie indiquent qu'ils travaillent conjointement à l'élaboration d'une série d'obligations « IndoPacifique Net-Zero Transition » afin de mobiliser des fonds pour les petites et moyennes entreprises pour la transition vers les énergies propres.
- L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et le ministère australien du Changement climatique, de l'énergie, de l'environnement et de l'eau ont signé un protocole d'accord visant à soutenir la création de la nouvelle Agence australienne de protection de l'environnement (Environment Protection Australia).
- Les États-Unis ont salué la candidature de l'Australie pour accueillir la COP31 en 2026, en partenariat avec les pays insulaires du Pacifique.

À la veille de la visite d'État, le 23 et le 24 octobre, les États-Unis et l'Australie ont également tenu leur première réunion du groupe de travail américano-australien sur les minéraux critiques ainsi qu'une table ronde entre les gouvernements et les entreprises sur l'industrie des minéraux critiques. Les deux pays indiquent qu'ils vont investir conjointement dans des mines de haute qualité et diversifier les chaînes d'approvisionnement.

7. Les États-Unis et l'Union européenne réaffirment leur collaboration face aux crises environnementales

Le 20 octobre, à l'issue du Sommet entre les États-Unis et l'Union Européenne, les deux partenaires ont [adopté](#) une déclaration conjointe dans laquelle ils indiquent approfondir leur collaboration pour faire face aux crises urgentes et interdépendantes du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution. Le texte souligne que les États-Unis et l'UE travailleront à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, à l'arrêt et à l'inversion de la perte de biodiversité à l'échelle mondiale et à la protection des océans. Il indique également qu'ils intensifieront leur action auprès des pays tiers, notamment dans la perspective de la 28^e conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique (COP28).

Les États-Unis et l'UE affirment être déterminés à travailler ensemble et avec d'autres lors de la COP28 afin de fortement augmenter les capacités mondiales en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, tout en soutenant une transition mondiale vers l'abandon des combustibles fossiles sans dispositif d'atténuation des émissions, y compris la fin des nouvelles centrales électriques alimentées au charbon sans dispositif d'atténuation. Les deux partenaires indiquent qu'ils poursuivront leurs efforts pour réduire les émissions de méthane.

Les États-Unis et l'UE déclarent qu'ils s'efforcent de mettre en place des économies climatiquement neutres, circulaires, résilientes et efficaces en termes d'utilisation des ressources. Ces travaux sont menés au sein du groupe de travail conjoint sur la sécurité énergétique et au sein du Conseil de l'énergie États-Unis-UE. Les deux partenaires souhaitent poursuivre leur coopération et travailler de façon ouverte et transparente afin d'éviter une situation à somme nulle quant au déploiement des énergies propres.

La déclaration conjointe souligne enfin que les États-Unis et l'UE ont progressé vers un accord ciblé sur les minéraux critiques dans le but d'élargir l'accès à des chaînes d'approvisionnement durables, sûres et diversifiées en minéraux critiques et en batteries. En particulier, il s'agit de permettre aux minéraux extraits ou traités dans l'Union européenne d'être pris en compte dans les exigences relatives aux crédits d'impôt pour les véhicules propres mis en place par l'Inflation Reduction Act.

8. L'EPA élimine les seuils d'exemption pour les PFAS à l'inventaire des rejets toxiques

Le 20 octobre, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [finalisé](#) un règlement qui élimine les seuils d'exemption quant à la déclaration des substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) à l'inventaire des rejets toxiques (TRI). Ces seuils permettaient aux installations de ne pas déclarer des informations sur les PFAS lorsque ces produits chimiques étaient utilisés en faible concentration. Les données TRI sont communiquées chaque année à l'EPA par les installations des secteurs industriels tels

que la fabrication ou l'extraction de métaux, la production d'électricité, la fabrication de produits chimiques et le traitement des déchets dangereux, ainsi que par les installations fédérales qui fabriquent, traitent ou utilisent d'une manière ou d'une autre des quantités notables de produits chimiques. Cette nouvelle règle oblige à présent les installations à déclarer les PFAS quelle que soit leur concentration dans les mélanges.

9. L'administration Biden annonce 3,5 Md\$ pour le renforcement des réseaux électriques

Le 18 octobre, Mitch Landrieu, Coordinateur de la mise en œuvre des infrastructures pour le Président Biden, et Jennifer Granholm, Secrétaire à l'Énergie, ont [annoncé](#) l'octroi de 3,5 Md\$ à 58 projets afin de renforcer la résilience et la fiabilité des réseaux électriques. Ces projets se répartissent dans 44 États. Le communiqué indique que ces fonds sont issus de la loi bipartisane sur les infrastructures et seront mobilisés au travers du programme Grid Resilience and Innovation Partnerships (GRIP). Il indique également que ces projets mobiliseront au total plus de 8 Md\$ d'investissements fédéraux et privés. Le programme GRID, géré par le Grid Deployment Office (GDO) du Département de l'Énergie (DOE), finance des activités visant à moderniser le réseau électrique afin de réduire l'impact des catastrophes naturelles et des conditions météorologiques extrêmes. Cette annonce constitue une première série de sélection de projet dans le cadre du programme GRIP, doté au global de 10,5 Md\$.

Transport et infrastructure

10. Les autorités de Californie suspendent le permis de circulation des véhicules sans conducteur de Cruise

Le 24 octobre, l'agence de l'État de Californie en charge de la délivrance des permis de circulation des véhicules, le California Department of Motor Vehicle (DMV), a [annoncé](#) la suspension, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, de l'autorisation octroyée à l'entreprise Cruise pour tester et déployer sur la voie publique ses véhicules automatisés en l'absence de conducteur ou d'opérateur de sécurité à bord, notamment à San Francisco. Pour justifier cette suspension, l'agence met en avant plusieurs motifs, indiquant notamment qu'elle estime que ces véhicules ne seraient « pas sûrs pour une exploitation publique », que le constructeur aurait communiqué « des informations trompeuses ou inexactes concernant la sécurité de sa technologie » et que ces opérations entraîneraient « un risque déraisonnable pour le public ». Le California DMV indique que Cruise pourra engager une procédure afin de solliciter le rétablissement de son autorisation, qui ne pourra pas lui être accordé tant que l'entreprise n'aura pas satisfait aux exigences de l'agence. L'entreprise, filiale de General Motors, pourra toutefois continuer d'exploiter ses véhicules sur la voie publique si un conducteur ou un opérateur de sécurité est présent à bord.

La semaine dernière, l'agence fédérale en charge de la sécurité routière (NHTSA) avait annoncé l'ouverture d'une procédure d'évaluation à l'égard des véhicules automatisés opérés par cette même entreprise, à la suite de la survenue de plusieurs incidents ayant impliqué des blessures sur des piétons [voir [Brèves sectorielles du 20 octobre 2023](#)].

Brèves

- Le 26 octobre, Michael Whitaker a pris ses fonctions au poste d'administrateur de la FAA (Federal Aviation Administration). La FAA n'avait plus d'administrateur en titre depuis mars 2022 et le départ du titulaire, Steve Dickson. Une tentative de nommer Phil Washington avait échoué en mars dernier face à l'absence de majorité de soutien au Congrès. Polly Trottenberg, Secrétaire adjointe aux Transports, assurait l'intérim depuis juin.

Industrie

Brèves

- Le fabricant de puces sud-coréen SK Hynix, qui a investi 3,5 Md\$ dans un consortium d'investisseurs pour l'acquisition de Kioxia (ancienne filiale « semi-conducteurs » du groupe Toshiba), s'oppose à la fusion entre cette dernière et l'américain Western Digital (basé en Californie). Les analystes estiment que SK Hynix craindrait que cette opération ne fasse émerger un concurrent susceptible de compromettre sa position dans le secteur des semi-conducteurs et notamment sur le marché des puces mémoires pour lequel SK Hynix est un leader mondial. Sans son approbation, la fusion ne peut pas se réaliser.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le syndicat des acteurs d'Hollywood et les grands studios de divertissement ont repris les négociations le 24 octobre, en vue de mettre fin à la grève de plusieurs mois qui a interrompu la production de films et d'émissions télévisées.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA évalue l'impact des marchés volontaires du carbone existants pour les agriculteurs

Conformément à la [Growing Climate Solutions Act](#), le Département de l'Agriculture a publié un [rapport](#) d'évaluation des marchés volontaires du carbone existants.

Les agriculteurs peuvent vendre sur ces marchés privés des crédits carbone acquis grâce à leurs pratiques qui permettent de séquestrer du carbone ou d'en émettre moins. Ces crédits sont notamment vendus auprès d'entreprises désireuses de respecter leurs engagements en matière de climat pour se rapprocher d'un niveau d'émissions nettes nulles.

Le rapport constate qu'il existe des obstacles dans les règles actuelles de ces marchés qui entravent une plus forte participation des agriculteurs. Selon l'USDA, ces obstacles sont notamment les suivants : un retour sur investissement limité en raison des coûts de transaction élevés, y compris les coûts de quantification, de vérification et de déclaration, lorsque les prix de vente des crédits sont insuffisants pour couvrir ces coûts ; un accès limité pour les agriculteurs déjà engagés dans des pratiques vertueuses sur le plan climatique ; des exigences strictes en matière de permanence des pratiques ; la petite échelle des projets agricoles ; et le manque de demande. L'USDA a également souligné les incertitudes liées à la quantification des réductions de carbone dans l'agriculture.

Parmi les solutions proposées, l'USDA indique qu'il pourrait s'impliquer davantage dans la quantification des réductions de carbone en investissant dans un réseau de surveillance du carbone des sols, en faisant progresser la recherche sur les gaz à effet de serre (GES), en améliorant les modèles et les outils pour estimer les sources et les puits de GES et en faisant progresser les produits de données à utiliser pour la mesure, la surveillance, la déclaration et la vérification.

12. L'USDA va financer des programmes de soutien aux exportations et à l'aide alimentaire internationale

Le Secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) le 24 octobre des financements pour soutenir les exportations de cultures spécialisées et pour renforcer l'aide alimentaire internationale. Ces mesures, financées sur les fonds disponibles de la Commodity Credit Corporation répondent notamment à une demande de la Commission de l'agriculture du Sénat.

À l'image de l'[Agricultural Trade Promotion Program](#) qui avait été lancé en 2018, sous l'administration Trump, en réaction aux contre-mesures tarifaires chinoises contre les produits agricoles américains, et qui est venu à échéance, ce nouveau programme doté de 1,3 Md\$ aura pour objet de cofinancer toutes sortes de mesures de

promotion comme la publicité pour le consommateur, les démonstrations sur les points de vente, la participation à des foires et des salons professionnels, la recherche de nouveaux marchés et l'assistance technique.

Par ailleurs, Tom Vilsack a annoncé que l'USDA achèterait pour 1 Md\$ de produits de base auprès des agriculteurs américains pour qu'ils soient donnés, via l'USAID, aux pays les plus fragilisés par l'insécurité alimentaire. Ce faisant, les États-Unis renforcent l'importance de leur aide alimentaire internationale en nature.

Dans sa communication, l'USDA contextualise ces deux mesures en mentionnant la dégradation du solde commercial américain en produits agricoles et agroalimentaires. Alors que pour l'année budgétaire 2023, le solde devrait être déficitaire de 19 Md\$, les prévisions pour 2024 sont encore plus pessimistes avec un déficit anticipé de 27,5 Md\$.

Numérique et innovation

13. Plus de 30 États portent plainte contre Meta pour atteinte à la santé mentale des enfants

Le 24 octobre, plus de 30 États ont déposé une [plainte](#) contre Meta devant le tribunal de district nord de la Californie, alléguant que Facebook et Instagram ont été spécifiquement conçus pour être addictifs et nuire à la santé mentale des enfants. En outre, ces plaintes soulignent que Meta aurait violé la loi sur la confidentialité en ligne des enfants (COPPA), en collectant des données personnelles d'utilisateurs de moins de 13 ans à des fins de publicités ciblées, sans le consentement de leurs parents. Si ces allégations sont confirmées, Meta pourrait faire face à des amendes substantielles. Meta s'est défendu en mettant en avant ses efforts pour introduire des outils à la disposition des adolescents et de leurs parents pour réduire leur exposition aux risques sur l'espace numérique.

14. L'administration Biden prévoit d'adopter un décret exécutif sur l'IA le 30 octobre

L'administration Biden devrait [dévoiler](#) le 30 octobre un décret exécutif portant sur la régulation de l'intelligence artificielle. Cette annonce interviendrait quelques jours avant le sommet international organisé par le Royaume-Uni les 1^{er} et 2 novembre sur les risques potentiels de l'IA pour la société. Le décret devrait notamment (i) exiger que les modèles d'IA avancés soient évalués avant leur utilisation par les administrations fédérales ; (ii) assouplir les restrictions portant sur l'immigration des travailleurs hautement qualifiés et (iii) évaluer comment intégrer l'IA au sein de diverses agences gouvernementales afin d'utiliser cette technologie pour renforcer leur défense cyber.

15. Une étude de Stanford, de Princeton et du MIT souligne les lacunes des principaux modèles d'IA générative en matière de transparence

Selon [l'indice de transparence](#) créé par des chercheurs de Stanford, du MIT et de Princeton, la transparence des modèles d'IA est encore insuffisante. L'indice, qui évalue les modèles sur 100 indicateurs de transparence, a révélé des lacunes majeures avec un score moyen de 37 sur 100. Les chercheurs plaident pour des définitions précises des exigences de transparence et suggèrent que les clients des entreprises d'IA insistent sur une plus grande transparence des modèles lors des négociations contractuelles.

Brèves

- Meta [prévoit](#) d'augmenter ses effectifs en 2024 après avoir supprimé plus de 20 000 postes l'année passée. Mark Zuckerberg évoque un besoin de rattraper un « retard » en matière de recrutement.
- Open AI serait en [pourparlers](#) pour vendre des actions, une démarche qui pourrait porter sa valorisation à une fourchette entre 80 Md\$ et 90 Md\$ (contre 29 Md\$ actuellement). Il s'agirait pour les employés de vendre leurs actions existantes plutôt que pour la société d'émettre de nouvelles actions.
- Le futur sommet du Conseil du commerce et de la technologie (TTC) entre l'UE et les USA aura [lieu](#) en décembre à Washington D.C. Les régulations de l'IA, des semi-conducteurs et des technologies clés y seront abordées. L'UE envisage aussi une collaboration en recherche quantique avec les États-Unis dans le cadre de son programme Horizon.
- En dépit d'une réduction des financements vers les startups de cybersécurité (-30 % en glissement annuel), certaines startups américaines ont [attiré](#) d'importants investissements cette semaine. Parmi elles, Island de Dallas a levé 100 M\$ en série C, et Adlumin a recueilli 70 M\$ en série B.
- La croissance du chiffre d'affaires de la division cloud d'Alphabet a [ralenti](#) au 3^e trimestre, à +22,5 %, en-deçà des prévisions des analystes financiers. À l'opposé, le chiffre d'affaires d'Azure (la division Cloud de Microsoft) a accéléré sur la même période, à +29 %, dépassant les attentes des marchés financiers. Après ces annonces, l'action d'Alphabet a chuté de 5,7 %, tandis que celle de Microsoft a grimpé de 5 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)